

Eu : parents, élèves, enseignants et élus contre la fermeture de deux classes au collège



Parents, élèves, enseignants, élus, se sont rassemblés devant le collège Louis-Philippe pour dénoncer la fermeture annoncée de deux classes. (Photo Xavier Togni)

Parents et enseignants se sont retrouvés mercredi 5 mars devant l'établissement, pour dénoncer le projet de fermeture de deux classes à la rentrée 2025. Ils ont une pétition en ligne.

« Stop aux suppressions de classe. Parents en colère. » C'était l'un des nombreux messages affichés en grand sur les grilles du collège Louis-Philippe, à Eu, mercredi 5 mars à la sortie des cours.

Devant l'établissement, s'étaient rassemblées quelques dizaines de parents d'élèves et d'enseignants, pour protester contre le projet de fermeture, à la rentrée de septembre 2025, de deux classes : une 5e et une 3e. Ces deux niveaux passeraient alors de cinq à quatre divisions, alors que le collège compte actuellement 547 élèves (y compris les Segpa).

Une pétition en ligne

une pétition en ligne.

Soutenus par le maire Michel Barbier et d'autres élus eudois, les manifestants ont distribué des tracts aux personnes venues récupérer leurs enfants, pour expliquer la situation et appeler à signer une pétition en ligne, « pour la réussite et l'avenir de nos enfants ». Elle aurait déjà réuni plus de 500 noms.



Les manifestants ont distribué des tracts à la sortie des cours, pour informer les passants et les appeler à signer une pétition. (Photo Xavier Togni)



Les parents ont accroché des messages dénonçant le projet de fermeture de classes. Ils ont dû les enlever des grilles du collège, mais pas de celles du gymnase. (Photo Xavier Togni)

La colère monte

En 2024 déjà, une classe de 3e avait été supprimée mais la décision n'avait pas provoqué une telle mobilisation. Cette fois, la coupe est pleine et les contestataires veulent se faire entendre. Une délégation s'était rendue la veille, mardi 6 mars, à la direction académique des services de l'Éducation nationale (Dasen), et ses membres sont ressortis très frustrés de cette rencontre.

« On nous a servi le même discours que l'an dernier. Ils disent que 30 élèves par classe, c'est bien. Nos enfants ne sont pour eux que des statistiques, s'agace Adrien Flanquart, représentant élu des parents. On essaie de leur expliquer qu'avec moins d'enfants par classe, ils pourraient mieux travailler. »



Les messages accrochés par les parents d'élèves étaient explicites. (Photo Xavier Togni)





Les manifestants ont distribué des tracts à la sortie des cours, pour informer les passants et les appeler à signer une pétition. (Photo Xavier Togni)

« Reçus avec mépris »

« Nous avons été reçus avec mépris, confirme Christelle Marchat, représentante élue du personnel. Ils ne se basent que sur des chiffres, ne veulent pas prendre en compte le fait que notre territoire est isolé, en bout d'académie. » De plus, la Dasen se baserait sur un effectif de 120 élèves en 3e, supposant qu'une partie des 136 élèves de 4e poursuivra sa scolarité dans d'autres établissements que le collège (MFR ou lycée professionnel, en 3e Prépa métiers). « On nous a dit que les enfants n'étaient pas ambitieux ici, que leurs parents ne les poussaient pas à poursuivre leurs études. Nous, nous battons contre cette idée-là », s'enflamme l'enseignante. D'autant que le lycée Anguier, à Eu, a été classé comme l'un des meilleurs de la région Normandie.

Territoire éducatif rural

« On risque de se retrouver avec 34 élèves par classe. Pour leur bien-être, ce n'est pas possible », poursuit la professeure, dénonçant aussi leurs conditions de travail : « Nous avons des collègues en souffrance, qui travaillent dans plusieurs établissements à la fois, par exemple à Dieppe et Eu ». Michel Barbier insiste : « Nous, nous défendons la qualité de l'enseignement. Nous avons été reconnus Territoire éducatif rural (avec les écoles primaires, NDLR), car des difficultés scolaires ont été identifiées. Pourquoi vouloir réduire le nombre d'heures ? »

L'opération de tractage sera renouvelée vendredi 7 mars à partir de 17 heures. Et si rien ne bouge, d'autres actions sont envisagées.